

ARRÊTÉ

**portant ouverture d'une enquête publique dans le cadre de l'instruction
administrative d'une demande de permis de construire
déposée par la société URBA 440 en vue de l'implantation et de l'extension
d'une centrale photovoltaïque au sol, d'une puissance envisagée de 2 Mwc,
sise au lieu-dit « Les Bassattes »
sur le territoire de la commune de Charroux (03140)**

**La Préfète de l'Allier
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-1 et suivants, L.123.1 et suivants et R.122-2, R.123.1, R.123.2 et suivants ;

Vu la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;

Vu le dossier produit par la société URBA 440, contenant une étude d'impact environnemental, en vue de l'obtention d'un permis de construire pour l'implantation et l'extension d'une centrale photovoltaïque au sol au lieu-dit « Les Bassattes » sur le territoire de la commune de Charroux ;

Vu l'avis du 16 février 2024 et la note du 28 juin 2024 de la direction départementale des territoires ;

Vu les avis émis par les différents services consultés dans le cadre de la procédure et joints au présent dossier d'enquête publique ;

Vu l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne Rhône-Alpes délibéré le 9 avril 2024 sur cette demande, ainsi que le mémoire en réponse aux remarques de la MRAe, produit en mai 2024 par le pétitionnaire ;

Vu la décision de Mme la présidente du tribunal administratif de Clermont-Ferrand du 16 juillet 2024, portant désignation d'un commissaire enquêteur ;

Considérant que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités de déroulement de l'enquête publique ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : Une enquête publique, d'une durée de trente-trois (33) jours, est ouverte du **lundi 14 octobre 2024, à partir de 14 heures 30, jusqu'au vendredi 15 novembre 2024 inclus, à 12 heures**, à l'effet de recueillir les observations de toutes personnes intéressées sur le projet présenté par la société URBA 440 en vue d'obtenir de la préfète de l'Allier un permis de construire pour l'implantation et l'extension d'une centrale photovoltaïque au sol, au lieu-dit « Les Bassattes » sur le territoire de la commune de Charroux.

La mairie de Charroux est désignée siège de l'enquête.

Article 2 : Le dossier d'enquête sera déposé pendant toute la durée de l'enquête, sur support papier en mairie de Charroux, désignée siège de l'enquête. Le public pourra en prendre connaissance aux jours et horaires d'ouverture suivants :

Mairie de Charroux:

- **Lundi 10 h – 12 h 30 et 14 h – 17 h 30**
- **Mardi 09 h – 12 h 30**
- **Mercredi 09 h – 12 h 30 et 14 h – 17 h 30**
- **Jeudi 09 h – 12 h 30**
- **Vendredi 09 h – 12 h 30**

Le dossier d'enquête est également consultable sur le site mis en place pour l'enquête à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/5560>

Ce lien est disponible sur le site internet de la préfecture de l'Allier : www.allier.gouv.fr - [Accueil](#) > [Publications](#) > [Enquêtes et consultations publiques](#) > [Consultations publiques en cours](#)

Article 3 : Un avis au public annonçant l'ouverture de l'enquête :

– sera publié, par les soins de la préfète de l'Allier et aux frais du pétitionnaire, en caractères apparents, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux dans le département : « La Montagne Centre France Quotidien » et « La Semaine de l'Allier ». Il sera justifié de cette formalité de publicité par un exemplaire de chaque journal contenant l'insertion.

– sera affiché, par les soins du maire, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et ce durant toute la durée de celle-ci, en mairie de Charroux, commune d'implantation du projet ;

- sera affiché, par les soins du maire, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique, en mairie de Taxat-Senat, commune se situant en limite immédiate du projet et par conséquent concernée par les risques et inconvénients dont l'installation envisagée pourrait être la source.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires précités.

– sera affiché, par les soins de la société URBA 440 dans les mêmes conditions de délai et de durée, sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage de l'aménagement projeté et visible de la voie publique. Cette affiche au format A2 (42 × 59,4 cm) devra comporter le titre AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE en caractères gras d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées en caractères noirs sur fond jaune.

Article 4 : La présidente du tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné, par décision du 16 juillet 2024 :

– M. Francis VANPOPERINGHE, en qualité de commissaire enquêteur titulaire ;

– M. France PISSOCHET, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

En cas d'empêchement de M. Francis VANPOPERINGHE, la poursuite de l'enquête publique sera transférée sans délai à M. France PISSOCHET.

Le public est informé de ces décisions.

Article 5 : Toute personne intéressée ayant des observations ou des propositions à présenter pourra pendant toute la durée de l'enquête :

- soit les consigner par écrit sur les registres, préalablement cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, ouverts à cet effet dans les communes de Charroux et Taxat-Senat, aux jours et horaires habituels d'ouverture.

- soit les formuler par lettre transmise au commissaire enquêteur à l'adresse de la mairie de Charroux, 29 Grande Rue – 03 140 Charroux, à l'attention de M. Francis VANPOPERINGHE, qui les annexera aux registres d'enquête tenus à la disposition du public ;

- soit les faire connaître oralement auprès du commissaire enquêteur qui recevra personnellement le public aux jours et horaires suivants :

* à la mairie de Charroux :

- **Lundi 14 octobre 2024, de 14h30 à 17h30** (ouverture de l'enquête)

- **Vendredi 25 octobre 2024, de 09h00 à 12h00**

- **Mercredi 6 novembre 2024, de 14h30 à 17h30**

- **Vendredi 15 novembre 2024, de 09h00 à 12h00** (clôture de l'enquête)

* à la mairie de Taxat-Senat :

- **Vendredi 25 octobre 2024, de 14h00 à 17h00,**

- soit les formuler par courrier électronique à l'adresse suivante :

enquete-publique-5560@registre-dematerialise.fr

- soit les inscrire sur un registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante :

<https://www.registre-dematerialise.fr/5560>

Les observations transmises par courriel seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé, donc visibles par tous.

Les observations formulées par voie postale seront annexées au registre d'enquête tenu à disposition au siège de l'enquête en mairie de Charroux.

Article 6 : À l'expiration de l'enquête, le **vendredi 15 novembre 2024 à 12h00**, le registre dématérialisé sera clos et les registres d'enquête écrits, seront clos également et signés par le commissaire enquêteur.

Article 7 : Dans la huitaine suivant la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire ses observations dans un délai de 15 jours.

Le commissaire enquêteur rédigera d'une part, un rapport dans lequel il relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies, et d'autre part, ses conclusions motivées qui doivent figurer dans un document séparé et préciser si elles sont ou non favorables à la demande de permis de construire.

Le rapport et les conclusions motivées ainsi que le registre d'enquête et le dossier ayant été soumis à enquête publique, devront parvenir à la préfète de l'Allier, Direction de la coordination interministérielle et de l'ingénierie territoriale - Bureau de l'environnement et de l'utilité publique, dans le délai de 30 jours à compter de la date de la clôture de l'enquête, ainsi qu'à la présidente du tribunal administratif. Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur seront adressées dès leur réception par la préfète, au demandeur, aux mairies des communes concernées par l'enquête publique, ainsi qu'au président de la Communauté de Communes Saint Pourçain Sioule Limagne. Ces documents seront également consultables en ligne sur le site internet de la préfecture de l'Allier à l'adresse suivante : www.allier.gouv.fr.

Article 8 : Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance en préfecture (Direction de la coordination interministérielle et de l'ingénierie territoriale – Bureau de l'environnement et de l'utilité publique) et dans les mairies concernées, du mémoire en réponse du demandeur, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Article 9 : Les conseils municipaux des communes visées à l'article 3 ainsi que le conseil communautaire de la communauté de communes Saint Pourçain Sioule Limagne, sont appelés à donner leur avis, dès l'ouverture de l'enquête, sur la demande de permis de construire présentée. Ne seront pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture des registres d'enquête.

Article 10 : La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation de permis de construire assortie du respect de prescriptions spécifiques, ou un refus de permis de construire.

Article 11 : Des informations peuvent être demandées sur le projet auprès de :

URBASOLAR

M. Yasser NOUI

75 allée Wilhelm Roentgen - 34000 Montpellier

Téléphone : 04 67 64 46 44

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Allier, le commissaire enquêteur, les maires de Charroux et Taxat-Senat ainsi que le président de la communauté de communes Saint Pourçain Sioule Limagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M. le directeur départemental des territoires.

Moulins, le 11 SEP. 2024

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général

Olivier MAUREL